

4 février 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Jorge Sampaio, Président de la République portugaise, sur les relations franco-portugaises, leurs positions respectives sur le financement de l'Union européenne et la réforme de la PAC, la non-ingérence de la France dans le conflit en Guinée-Bissau et la conférence de Rambouillet sur le Kosovo, Lisbonne le 4 février 1999.

Mesdames, Messieurs,

Je pense que le Président a dit l'essentiel de nos entretiens. Je voudrais d'abord exprimer des remerciements au peuple portugais, aux autorités portugaises, pour l'accueil qui m'est réservé, ainsi qu'à ma délégation. Un accueil, comme toujours au Portugal, courtois et chaleureux. Je voudrais dire aussi que l'objet de mon voyage est d'affirmer clairement l'importance que la France attache à sa relation avec le Portugal, à l'égard des problèmes européens, comme à l'égard des problèmes du monde, sur le plan culturel, comme sur le plan économique ou social. Nous avons évoqué, effectivement, les problèmes européens, en partageant la conviction que l'Europe devait poursuivre son effort de construction, et que pour cela chacun devait faire un effort. Et j'ai tenu à dire au Président Sampaio que la France comprenait parfaitement, à la fois la position et les préoccupations du Portugal qui d'ailleurs comprend celle de la France, notamment dans le domaine agricole.

Cette entente est essentielle pour l'avenir de l'Europe, parce que, en l'an 2000, l'année prochaine, nous aurons successivement la présidence exercée par le Portugal, puis par la France. 2000 qui est une année très importante pour l'Europe, tant en ce qui concerne l'euro, qu'en ce qui concerne le marché commun, l'élargissement, la réforme des institutions.

L'Europe va être co-dirigée sur l'ensemble de l'année par le Portugal et par la France. Il est donc nécessaire que nous ayons une profonde entente, et ce n'est pas difficile. C'est aussi l'un des sujets que nous avons ensemble évoqué.

Et il y a les grands problèmes du monde à nous approuvons et nous soutenons tout à fait l'initiative portugaise concernant la réunion d'un sommet Europe-Afrique. Nous sommes ensemble, avec nos amis espagnols, portugais et français, tous les trois, pour l'organisation et le développement du sommet Europe-Amérique Latine, qui aura lieu au mois de juin, et qui sera une première historique.

Nous approuvons tout à fait la position qui est celle du Portugal, en ce qui concerne le Timor oriental, et nous nous réjouissons de voir évoluer la situation de façon positive. Naturellement, notre position consiste à soutenir celle des autorités portugaises. Pour ce qui concerne le monde, qu'il s'agisse du Kosovo et de ses problèmes où nous sommes ensemble en Bosnie la main dans la main, qu'il s'agisse des problèmes du Moyen-Orient où nous avons une approche qui est extrêmement commune. et ie m'en réjouis.

uniquement commune, et je n'en regrette pas.

En terminant, je voudrais dire l'estime et la reconnaissance que la France a et que j'ai pour l'importante communauté portugaise française, communauté qui a su conserver sa langue, son identité, sa tradition, sa culture, tout en s'intégrant complètement dans la communauté française et en apportant à mon pays, à notre pays, quelque chose de tout à fait essentiel, tant sur le plan matériel, que sur le plan culturel.

Je n'oublie pas, pour avoir été Maire de Paris longtemps, comme le Président l'a été de Lisbonne, que Paris est la troisième ville portugaise du monde. Alors voilà bien des raisons qui justifient ma joie d'être ici, et la reconnaissance que je voudrais exprimer au Président et à tous les Portugais pour l'accueil qui nous a été réservé.

QUESTION - La France est accusée de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Guinée-Bissau, l'opposition Guinéenne proteste contre l'ingérence française et veut manifester devant le Parlement. Le représentant Guinéen a demandé à être reçu. Qu'est-ce que la France a à répondre ?

LE PRESIDENT - La France, je le dis clairement, officiellement, n'est intervenue à aucun moment et en aucune façon dans ce conflit. Et toutes les informations que j'ai pu voir ici ou là sont dépourvues de tout fondement. Et je mets quiconque au défi de dire le contraire. Ceci étant, je voudrais simplement dire que, dans cette affaire, nous sommes solidaires des autorités portugaises, qui font un gros effort pour faire revenir la paix et le calme dans cette région d'Afrique qui en a besoin. Et nous soutiendrons toujours les autorités portugaises dans cet effort vers la paix et vers le calme.

QUESTION - Monsieur le Président, comment expliquez-vous que malgré l'importance des relations économiques et l'importance de la communauté portugaise en France, que vous venez de rappeler, il y a eu, jusqu'à ce jour, des relations politiques si ténues entre les deux pays ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas qu'on puisse dire que les relations politiques soient ténues. Je crois même qu'elles sont fortes, dans la mesure où elles ne posent pas de problème. La concertation entre les autorités portugaises et les autorités françaises est permanente, le dialogue entre les deux ministres, que je salue ici, des Affaires étrangères de France et du Portugal, est un dialogue constant, je dirais presque quotidien.

Nous avons de nombreuses visites politiques croisées, nous avons une relation culturelle qui est très forte. Je regrette que nous n'ayons pas encore fait suffisamment d'efforts pour l'enseignement du portugais en France et c'est un retard que nous devons combler. En revanche, je me réjouis de voir le développement du français au Portugal, ou sa bonne situation. Alors, je le répète, ces relations sont des relations constantes, y compris téléphoniques, vous le savez.

QUESTION - M. le Président, vous avez évoqué avec le Président Sampaio le problème du Kosovo et la réunion de samedi à Paris ?

LE PRESIDENT - Nous avons effectivement évoqué cette question. Le Portugal s'intéresse à cette région, naturellement, d'ailleurs les soldats portugais sont avec les soldats français en Bosnie, et le Gouvernement Portugais du Président Sampaio, appuie, comme la France, l'effort diplomatique engagé pour essayer de conduire, même avec une certaine fermeté, s'il le faut, les différentes parties concernées par le drame du Kosovo à une solution qui soit à la fois équitable et raisonnable. J'espère, et nous espérons ensemble, à partir de la même analyse, que tel sera l'objectif atteint à l'occasion de la conférence de Rambouillet. Je reconnais que le problème est très difficile et qu'il est tout à fait prématuré de préjuger des résultats.